

## UGTA

### LE CONGRES DU DESTIN

**S**ur fond de bilan des premiers résultats des négociations avec le gouvernement (jugés positifs mais non définitifs par la majorité de ses membres) la commission exécutive de l'UGTA s'est réunie, les 2 et 3 Juillet pour arrêter les modalités du 9ème congrès, qui aura lieu du 27 au 29 Décembre prochain. La tâche est loin d'être de tout repos. L'équipe de Benhamouda est impérativement amenée à approfondir les changements statutaires amorcés par le 8ème congrès. Ce congrès, les spécialistes le savent, a été tout simplement celui de la transition. La centrale, même si elle y a fait un énorme pas vers l'autonomie et l'indépendance, n'a pas pu y faire toutes les ruptures nécessaires après presque une dizaine d'années de mise au pas. Ainsi la question des membres es-qualité de l'instance dirigeante (la C.E.N), n'a pas totalement été vidée, d'autant plus que beaucoup d'instances de wilaya n'avaient pas tenu leurs assises avant ce congrès et que les fédérations n'existaient pratiquement pas, ayant été remplacées, du temps de Benlakhdar par des secteurs professionnels dont les membres sont désignés au lieu d'être élus. La modification des statuts qui se dessine, et telle que souhaitée par le secrétaire général de l'UGTA vise à l'avenir, à ce que toutes les instances, horizontales et verticales tiennent leurs assises avant la tenue du congrès national.

Reste la question de la candidature de Benhamouda. Ce dernier a déclaré ne pas vouloir se présenter et ceci appelle quelques remarques. D'abord, il est fréquent que des candidatures soient présentées par les instances de wilaya d'origine, qui sont les véritables «grands électeurs» du syndicat, et ceci lorsque des consensus se dégagent sur une ou plusieurs candidatures. Traditionnellement, le ou les candidats s'exécutent. D'un autre côté, le congrès national, qui est souverain, peut parfaitement

plébisciter un candidat et l'élire à la majorité ou à l'unanimité, là aussi, le candidat n'a d'autre alternative que d'accepter. Il faut signaler, à ce sujet, que le congrès de l'union de wilaya de Constantine avait élu Benhamouda en l'absence de ce dernier. Il a fallu au congrès dégager une délégation pour partir à sa recherche et le ramener dans la salle, alors qu'il se trouvait tranquillement au milieu de ses enfants. D'un autre côté, il faut savoir que Benhamouda est coutumier de fait consistant à ne pas se présenter à une élection pour amener les électeurs à le «prier d'accepter». Il est parfaitement possible, connaissant le personnage (il a menacé à plusieurs reprises de démissionner de la CEN alors que seul le congrès national est habilité à juger et à trancher la question) que ceci soit le prolongement d'une stratégie qui lui a toujours réussi jusqu'à présent. Sans doute, dans l'absolu, il y a un risque de voir le congrès accepter le retrait que lui proposerait Benhamouda. A la direction syndicale comme à la base de l'organisation, on écarte ce risque de façon péremptoire car tout le monde est conscient que la relève de Benhamouda n'a pas été préparée (et c'est là la grosse erreur de l'UGTA) et que sans lui, l'organisation aura du mal à conserver cette indépendance de ton et cette crédibilité si chèrement acquises. C'est pour cela que le prochain congrès sera celui de l'avenir de l'UGTA.

Ziane FARRAH

## ONEC

### Les idéaux de novembre

**L**e Palais des Nations (Club des Pins) a abrité le week-end dernier le congrès de l'Organisation nationale des enfants de Chouhada. Des centaines de délégués, les représentants officiels de l'organisation et des personnalités de différents partis et associations y ont participé. «Ce congrès s'inscrit dans le cadre de la recherche d'un consensus et de l'unité nationale à travers le dialogue qui doit nécessairement s'instaurer dans notre pays, dira dans son allocution



d'ouverture M Benbaibèche, secrétaire général de l'ONEC. Ce congrès, poursuit-il, devait se tenir en 1993 mais les conditions ne le permettaient pas».

Le secrétaire général de l'ONEC, a rappelé aussi les étapes franchies par l'organisation depuis sa création, ainsi que les dangers et dérives qu'a connus le pays durant ces cinq dernières années. Par ailleurs, il a affirmé que les enfants de chouhada sont déterminés à poursuivre leur mission et sauver l'Algérie quel qu'est soit le prix. L'orateur a souligné que les différentes conférences de l'ONEC ont mis en garde contre tous les «maux» qui menacent le pays et formulé les propositions et solutions qu'elle juge à même de contribuer à une issue de la crise. L'organisation, selon son premier responsable, croit toujours que le dialogue est l'unique moyen pour ce faire. C'est pourquoi d'ailleurs, l'ONEC a soutenu et participé à la marche du 8 mai pour la réconciliation nationale. Pour sa part M. Ali Kafi, secrétaire général de l'organisation des Moudjahidine (ONM) a déclaré que «l'ONEC n'est pas une organisation de passe-droits et de salons, mais une organisation chargée d'une mission avec des principes inaliénables». De son côté M. Saïd Abadou, ministre des Moudjahidine, a mis l'accent sur la responsabilité qui échoit aux enfants de chouhada dans la concrétisation des idéaux de novembre 1954».

S. B

## MOUDJAHIDINE

### SÉCURITÉ ET UNITÉ NATIONALE

**A** l'issue de la session extraordinaire de l'organisation nationale des Moudjahidine, du 26 et 27 juin derniers, l'ONM s'est montrée très préoccupée par la situation que traverse notre pays «victime d'un grand complot et d'une infâme trahison»... Profondément indignés par le «silence horrible de la société des individus et des partis face au renversement des valeurs et aux pratiques contraires aux constantes de la nation, aux principes de la révolution de Novembre et à la souveraineté de l'Etat algérien», les Moudjahidine en appellent à la conscience de toutes les composantes de la société: associations, organisations et partis, en vue d'unir leurs efforts pour sortir le pays de la crise. Pour cela l'ONM propose de s'attacher au principe du dialogue, et de concilier les différents points de vue, en associant les catégories sociales et politiques qui croient en les constantes nationales et les principes de la révolution du 1er novembre.

Pour cela, il faut absolument, disent les Moudjahidine, rompre avec les modes archaïques qui ont conduit le pays à la situation actuelle, en écartant tous les éléments qui sont contre les intérêts de la nation et en reformant l'exécutif local et central sur les plans structurel, législatif et humain et en affirmant l'engagement de l'Etat à sauvegarder les valeurs civilisationnelles et les principes de la révolution pour gagner la confiance des citoyens.

L'histoire en tant que mémoire du peuple et instrument d'éveil de sa conscience doit être respectée et prise en charge en matière de recherche et d'enseignement. Quant aux médias, ils devront assumer en ces moments difficiles leurs responsabilités au service de la sécurité et de l'unité de la nation. Les Moudjahidine considèrent par ailleurs, que leur disponibilité à se sacrifier de nouveau pour la sauvegarde de l'Algérie est un devoir sacré dicté par l'obligation de respecter le serment fait aux martyrs de la révolution.

L.A